

Initiatives ministérielles

J'éprouve beaucoup de respect pour cet homme. Je n'ai jamais vraiment compris pourquoi il était devenu réformiste, mais il s'est mis à faire des déclarations plutôt saugrenues.

Cependant, au conseil municipal, il a appuyé le projet soumis par la ville de Waterloo dans le cadre du programme d'infrastructure. Il a trouvé de bonnes raisons pour cela. Il a vu que les travaux qui seraient faits apporteraient quelque chose de positif à la collectivité et au Canada.

Il y a également ceci: à la réunion du conseil municipal de Waterloo du 21 février, il a été proposé par le conseiller Connolly, et appuyé par le conseiller Hoddle, que les recommandations de la commission de délimitation des circonscriptions électorales fédérales de l'Ontario concernant les changements des limites des circonscriptions de la région de Waterloo fassent l'objet de discussions entre les municipalités de la région, et que les députés arrivent à une solution qui garde la région intacte. Cette résolution a été adoptée à l'unanimité.

Cela démontre donc que les mesures préconisées par le gouvernement reçoivent un soutien sérieux. Si nous n'avions pas à écouter constamment les discours moralisateurs qui s'opposent à la raison, si nous n'avions pas à nous débattre pour faire comprendre à nos vis-à-vis qu'il est possible de former un comité de députés et qu'en deux ans ce comité peut certainement trouver une meilleure solution que ce qui est proposé en ce moment, je crois sincèrement que la Chambre fonctionnerait beaucoup mieux.

J'appuie le projet de loi parce que s'il n'est pas adopté, c'est le statu quo. C'est pourquoi j'ai parlé des réformistes avec un grand «R», parce qu'ils n'agissent pas comme des réformistes, même s'ils se disent réformistes.

M. Mike Scott (Skeena): Madame La Présidente, j'ai écouté avec intérêt le discours du député et je l'ai entendu faire des remarques désobligeantes au sujet du Parti réformiste. Il nous a comparés à Ronald Reagan, qui s'était fait élire président des États-Unis en promettant de réduire le déficit et d'essayer de contenir la dette énorme de ce pays.

Notre système de gouvernement est différent de celui des Américains. Ici, le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif siègent ensemble, tandis que M. Reagan était aux prises avec les démocrates qui dominaient le Congrès. Dans notre système de gouvernement, le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif ne font qu'un et, par conséquent, ils sont beaucoup plus en mesure de s'attaquer au problème du déficit et de la dette que ne l'était M. Reagan.

Je voudrais demander au député si c'est là un fait qu'il reconnaît.

J'ai écouté ses remarques au sujet du tollé que le redécoupage proposé a provoqué dans sa circonscription. Je n'entends pas ce tollé dans ma circonscription ni ailleurs au Canada. Je ne vois rien à ce sujet à la une des journaux et je n'entends pas les gens discuter de ce redécoupage. Je continue de croire fermement que c'est une question qui intéresse beaucoup plus les députés que la population canadienne.

• (1150)

Je reconnais qu'il y a un sujet qui revêt une grande importance pour les Canadiens, et ce sont les dépenses. Jusqu'à maintenant, nous avons dépensé presque 5 millions de dollars qui seront perdus si le gouvernement réussit à faire adopter cette motion.

Par ailleurs, si le gouvernement veut réellement limiter le nombre de sièges, pourquoi ne l'a-t-il pas dit clairement dans sa motion? Si cela était précisé dans la motion, celle-ci aurait probablement l'appui du Parti réformiste. Malheureusement, cela n'y est pas. Le gouvernement n'a fait que mentionner vaguement qu'il examinera la question de la croissance continue du nombre de députés, mais il ne s'est pas engagé à freiner cette croissance.

Je voudrais que le député fasse quelques remarques à ce sujet.

M. Telegdi: Madame La Présidente, je connais certainement la séparation des pouvoirs aux États-Unis. J'ai également eu la chance de lire l'ouvrage du chef du Parti réformiste. Je crois certainement y déceler un étroit attachement au néo-conservatisme qui a disparu en Grande-Bretagne et aux États-Unis. Le Président a certes beaucoup de mesures monétaires à prendre pour remédier à la croissance inouïe de la dette aux États-Unis. Il faut être très clair à ce sujet.

Le député a par ailleurs laissé entendre que je dénigrais les membres du Parti réformiste. Je reçois le *Quorum* comme tout le monde et j'y lis des articles à propos de leur code d'éthique. Il y a un député qui refuse de dîner seul avec une femme, même sur une base professionnelle. Un chroniqueur parle du vertueux caucis réformiste dont une vingtaine de députés sont plus dévots et prompts à faire des sermons que Preston Manning. Un autre chroniqueur écrit qu'un groupe de réformistes pharisiens sont occupés à mettre au point leur propre code de déontologie. De quel droit pourrais-je dire de pareilles choses? Je ne fais que les lire, et certaines d'entre elles doivent être vraies.

Je n'ai rien personnellement contre les réformistes. M. Connolly se présentait contre moi lors des dernières élections. Nous nous entendions sur un bon nombre de questions, et nous nous entendions très bien également sur le plan personnel. Mais il se passe quelque chose quand les réformistes se réunissent à huis clos pour adopter une position dans un débat.

Le député a également évoqué l'aspect financier. Il a dit que nous avons déjà dépensé 5 millions de dollars. C'est exact. Mais si nous laissons continuer ce processus, nous allons en dépenser encore 3 millions. Si nous ajoutons six nouveaux sièges à la Chambre des communes, nous allons dépenser 6 millions de dollars de plus par année.

Si nous maintenons ce processus, nous allons à plus long terme continuer d'ajouter des sièges à la Chambre des communes. Nous allons finir par devoir abattre les murs de la salle pour faire de la place et les réformistes auront besoin de jumelles pour voir Le Président. Ainsi donc, le temps presse. Nous devons